

REGLEMENT CONSULTATION PHASE CANDIDATURES  
AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE - PROCÉDURE FORMALISÉE

166\_26\_Carca\_J21-ph2\_MOE

**Intitulé** : marché de maîtrise d'œuvre pour la restructuration (phase 2) du palais de justice de Carcassonne.

**Code CPV principal** : 71000000

**Type de marché** : Services.

**Description succincte** : Marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de restructuration (phase 2) du palais de justice de Carcassonne, situé 28 boulevard Jean Jaurès à Carcassonne .

L'objectif du projet vise à améliorer la fonctionnalité et la sûreté du site , en réorganisant et regroupant les services selon un nouveau zonage au sein du palais. L'opération résulte d'un scénario retenu par le tribunal judiciaire (TJ) à moyen terme marqué par :

- une zone ouverte au public restreinte à la salle des pas perdus, le SAUJ, les 3 salles d'audience, les sanitaires publics et 2 niveaux de l'aile nord, regroupant le tribunal pour enfants, les tutelles, les affaires familiales et le conseil des prud'hommes.
- un regroupement au sein de services (présidence, parquet, assises, ...) pour une meilleure fonctionnalité
- une réorganisation des espaces tertiaires en lien avec le circuit sécurisé des escortes (TTR, instruction, JLD, ...)
- une restructuration de certains espaces (salle correctionnel, attentes gardées, ...)
- un remplacement/complément et mise à jour d'équipements de sûreté et de sécurité incendie

Cette opération vise également à améliorer les performances énergétiques du palais en déclinant certaines préconisations de l'audit réalisé en 2024, conformément aux objectifs du décret tertiaire et du décret BACS, tout en intégrant une réflexion sur le confort d'été. Le maître d'ouvrage attache une importance significative à la réduction de l'impact environnemental et à la décarbonation de ses opérations immobilières.

La mission de MOE, objet de la présente consultation, comprend une mission de base de MOE, complétée d'une mission OPC.

**Allotissement** : Non

**Code NUTS** : FR811

**Lieu d'exécution** : Palais de justice de Carcassonne, 28 bd Jean Jaurès à Carcassonne

**Description des prestations** : Conformément aux éléments définis dans les articles R.2431-1 à R.2431-23 du CCP, les missions confiées à l'équipe de maîtrise d'œuvre sont les éléments de mission de base et mission complémentaire OPC.

**Précisions sur la mission de base** : la mission de base intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L541-1 à L541-50 et L542-1 à L542-14 du code de l'environnement et de ses textes d'application, ainsi que les obligations relatives à la coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSUI) au sens de la norme NFS 61932. A ce titre le titulaire assure la fonction de coordinateur SSI.

**Critères d'attribution** : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères seront énoncés uniquement dans les documents du marché.

## **Conditions de participation :**

**Habilitation à exercer l'activité professionnelle**, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

- un architecte inscrit à l'ordre des architectes, mandataire du groupement
- un même opérateur économique peut regrouper plusieurs compétences. Néanmoins, les compétences architecture/BET et OPC ne pourront pas être assurée par un même membre.

## **Capacités économiques et financières**

pour chaque membre de l'équipe

- les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP
- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global de chaque et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles
- un déclaration appropriée de banque ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016.

## **Capacités techniques et professionnelles**

Il est exigé que l'équipe intègre un architecte inscrit à l'ordre des architectes et une ou plusieurs sociétés ayant les compétences techniques en thermique, CVC et GTB/GTC, en performance environnementale des bâtiments, en électricité (CFO, CFA, SSI, sûreté), en structures, en OPC, en acoustique et en économie de la construction

## **Nombre minimal/maximal de candidats invités à participer :**

Nombre minimal de candidats invités à participer : 3

Nombre maximal de candidats invités à participer : 5

## **Critères de sélection des candidatures:**

Les candidatures seront sélectionnées en application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP et au vu des critères suivants :

### **A) Moyens (humaines, financiers, juridiques et matériels) de chacun des membres de l'équipe.**

Le représentant de la maîtrise d'ouvrage analysera les capacités économiques et techniques des membres de l'équipe au travers des garanties techniques et financières :

- les chiffres d'affaires, la couverture en terme de risques professionnels
- les moyens matériels dont dispose l'entreprise pour la réalisation du marché public (équipements, véhicules, moyens informatiques, logiciel informatique utilisée, instruments de mesure et de contrôle)
- les organigrammes d'entreprise.

### **B) Compétences des membres de l'équipe**

Qualité des capacités professionnelles de chaque membre, sur la base des compétences qu'il assume et présente au sein de l'équipe. Le dossier comprendra à minima les CV des membres de l'équipe envisagés sur le projet (titulaires et remplaçants éventuels).

### **C) Qualités des références proposées**

5 références au maximum pour l'ensemble de l'équipe, livrées depuis moins de 5 ans ou en cours de réalisation pour des opérations similaires (restructuration dans un ERP, en site occupé et sécurisé, en micro-phasage). Si le dossier met à disposition plus de 5 références, le candidat mandataire devra indiquer les 5 références à examiner.

Renseignées selon le fichier mis à disposition par la maîtrise d'ouvrage, les références permettront de connaître la nature des livraisons effectuées, les noms et coordonnées précises du maître d'ouvrage qui a suivi l'opération, la localisation, la surface utile concernée par le projet, le coût prévisionnel et coût réel, l'avancement, l'année de livraison, la durée des travaux, le rôle du mandataire, l'organisation de l'équipe de maîtrise d'œuvre, les caractéristiques particulières de l'ouvrage livré ou à livrer. Un échantillon de maximum 3 photos sera proposé par référence.

Tous les critères énoncés ci-dessus sont considérés comme équivalents entre eux.

### **D) Conformité des pièces administratives**

Toute candidature incomplète qui ne respecte pas les exigences formulées dans le présent avis sera rejetée au motif qu'elle est irrégulière.

Il n'est pas imposé de forme au groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant du maître d'ouvrage (RMO).

## **Procédures**

**Type de procédure :** Concurrentielle avec négociation

**Informations sur la négociation :** Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

## **Renseignements complémentaires**

Il s'agit d'une procédure avec négociation, qui comporte 2 phases : une première phase de remise des candidatures à l'issue de laquelle une sélection de 3 à 5 candidats sera admise à remettre une offre ; et une seconde phase de remise des offres et de négociations (facultatives) avec les candidats admis à soumissionner.

A ce stade, seule la fiche programme est communiquée afin que les candidats prennent connaissance du projet. Les documents de la consultation Phase candidature sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique. La candidature est à remettre sur la plateforme PLACE. L'intégralité du dossier de consultation (règlement de consultation, projet de marché, annexes au programme etc...) sera transmis aux candidats retenus pour la phase offre uniquement.

### **Le dossier de candidature à remettre est le suivant :**

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants - DC1
- Copie de la carte d'inscription à l'ordre des architectes
- Déclaration du candidat ou du membre d'un groupement - DC2
- Les imprimés DC1 et DC2 (ou équivalent) disponibles à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- L'annexe 1 au RC : synthèse de présentation des membres de l'équipe
- L'annexe 2 au règlement de consultation : Présentation des 5 références (5 fiches / 1 fiche par référence),

Les fiches annexes sont disponibles dans le fichier xls associé à la consultation.

- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché.
- La composition de l'équipe et répartition des tâches et compétences des différents intervenants.

### **Modification de détail au dossier de consultation**

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal Administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV BP7007, F - 31068 TOULOUSE CEDEX 7, courriel : [Greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:Greffe.ta-toulouse@juradm.fr), adresse internet : <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

## Différends :

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution. L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

## 1/ Principes communs au règlement amiable des différends

### Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs. A ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus. Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

### Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

### Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et pré-existent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

## 2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante : [mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr) ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

*Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs  
13 place Vendôme  
75042 Paris Cedex 01*

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

**ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.**

### Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion. Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

#### Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation. La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

### **3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises**

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique. Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques  
Sous-direction de la commande publique  
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat  
public  
1C - Bâtiment Condorcet  
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353  
75703 PARIS Cedex 13